

(En pages 2 et 3 : deux documents sans appel qui montrent que pour le crash de Habsheim, déjà...)

MERCI A AIRBUS POUR CET AVEU

Qu'en pensent la justice et l'exécutif ?

Extrait d'une dépêche AFP du 12 avril 2015 : « *Fabrice Brégier* [patron d'Airbus] a également insisté sur le "très haut niveau de sécurité" du transport aérien et estimé qu' "il faut se garder des solutions simples du type de l'avion automatique. Même si la majorité des accidents d'avion comporte une part de facteurs humains, on sait aussi que pas mal d'accidents ont été évités grâce aux pilotes", a-t-il souligné ». Les bras m'en tombent (la tête, ça va, merci).

Quand je pense que dans les années quatre-vingt Bernard Ziegler, Pierre Gourgeon et quelques autres ont réussi à faire avaler aux institutions, en premier lieu la **justice**, que l'avion automatique était à venir dans les dix ans ! Quand je pense qu'ils ont réussi à obtenir de la **justice** qu'elle participe aux pires mensonges d'Etat, qu'elle protège le ministre Mermaz trafiquant de faux enregistreurs de vol en juin 1988 après le crash de Habsheim, qu'elle déclare authentique la bande magnétique originale de l'enregistreur DFDR de ce crash, grossièrement falsifiée (le nez au milieu de la figure), et qu'elle aille jusqu'à user des pires méthodes nord-coréennes pour tenter de faire taire et discréditer celui qui dit la vérité ! Et ça a continué. Crash après crash. Et ça continue !

Des **magistrats hors-la-loi** continuent à escroquer les familles de victimes, à détruire sciemment celles-ci à petit feu et à me pourchasser pour m'enfermer dans le but de tenter de me faire taire et me discréditer, ce dont tout l'exécutif est maintenant informé, jusqu'au sommet de l'Etat... alors que je suis un parfait honnête homme, respectueux et défenseur des valeurs de la République, et que mon seul tort est de dire la vérité et d'aider des familles de victimes.

La déclaration de Brégier est à ajouter en bonne place à la rubrique « tout me donne raison sur tout dans l'histoire mondiale de l'aéronautique civile et militaire depuis trente ans ».

Il aurait donc été plus simple qu'il dise « Jacquet a raison » en ajoutant « on aurait mieux fait de l'écouter, ce qui aurait évité pas mal d'accidents ».

Cela viendra. De la part de Brégier ou d'un autre.

Deux pages suivantes : deux documents sans appel qui montrent que pour le crash de Habsheim, déjà...

.//

LE FAUX : UNE SPECIALITE DE L'AVIATION FRANCAISE

Ci-dessous, deux articles de « Minute ». Ceux qui ont établi ces faux n'ont jamais été inquiétés. Pire : c'est moi, Norbert Jacquet, qu'on a jeté en prison pour les protéger, parce que j'envoyais ces articles dans les hautes sphères et les faisais connaître dans les rédactions (à une époque où l'Internet n'existait pas).

« MINUTE » DU 21 FEVRIER 1996 (article publié en Une)

Le Scandale de l'Airbus D'Habsheim

Un nouveau mystère !

Michel Asseline, aux commandes le 26 juin 1988 de l'Airbus A 320 qui s'écrasait à Habsheim, faisant trois morts, aurait-il été victime de la part des autorités d'une tentative de corruption, pour assumer seul toutes les responsabilités et blanchir l'avion ? Une vraie fausse licence semble le prouver !

Rappel des faits : trois mois après l'accident, alors que l'enquête judiciaire débute, la commission de discipline de la DGAC (Direction générale de l'aviation civile) retire à Michel Asseline sa licence pour une durée de huit ans, sanction confirmée le 29 septembre 1988 par le ministre des Transports Michel Delebarre. Asseline doit donc remettre sa licence aux autorités. Par la force des choses, il en est dispensé : sa licence a en effet brûlé dans l'accident... ce qui est confirmé dans un courrier adressé par Claude Frantzen, membre de la DGAC, à la Federal Aviation Administration américaine, s'interrogeant sur la situation juridique de l'intéressé : « La licence de monsieur Asseline ayant brûlé dans l'accident, de ce fait il n'était de toute façon plus en possession de celle-ci. »



La vraie fausse licence de Michel Asseline qui lui fut remise par un haut fonctionnaire de l'Aviation civile quelques jours après sa suspension.



Or c'est faux, Asseline était en possession d'un duplicata de cette licence, avec tous les tampons nécessaires, datée du 25 mai 1988, un mois avant l'accident, donc antidatée ! A quoi pouvait lui servir ce morceau de papier officiel ? A se recaser plus facilement à l'étranger...

française qui, en octobre 1988, m'a remis cette vraie fausse licence. Ça reflétait apparemment la volonté du gouvernement français de me faciliter la tâche dans un éventuel reclassement à l'étranger.

Mais c'était sans doute un piège pour me faire accuser de faux et d'usage de faux. Je ne me suis jamais servi de ce duplicata... »
La balle est désormais dans le camp de la DGAC. □

Pas claire, l'aviation civile !

Est-ce la DGAC qui se serait prêtée à ce jeu ou Asseline qui serait un faussaire ? Joint au téléphone, ce dernier nous a donné sa version des faits : « C'est un haut fonctionnaire de l'aviation civile

Quand Maurice PAPON utilise le passeport d'un ami, GUIGOU intervient publiquement. Pour de fausses licences de pilote de ligne... aucune réponse.

Quand un passager trisomique ou obèse a un problème d'embarquement, GAYSSOT intervient publiquement (en plein mois d'août, depuis Béziers où il est en vacances). Pour de fausses licences de pilote de ligne... silence.

(J'attends toujours une réponse du gouvernement sur ces faux.)

« MINUTE » DU 28 FEVRIER 1996

SCANDALE DE L'AIRBUS D'HABSHEIM (SUITE)

Une seconde vraie fausse licence !

« Minute » révélait la semaine dernière que le commandant de bord Michel Asseline (suspendu le 29 septembre 1988 pour une durée de huit ans par le ministre des Transports Michel Delebarre suite à la catastrophe de Habsheim) avait bénéficié, à l'insu ou avec la complicité de la DGAC (Direction générale de l'aviation civile), d'un vrai faux duplicata de sa licence, antidaté du 25 mai 1988, pour lui permettre de se recaser à l'étranger... Or il existe un second vrai faux duplicata, également antidaté du 25 mai 1988 !

Pourquoi cette multiplication de duplicatas ? Tout simplement parce que les faussaires semblent s'être emmêlés les pinceaux. Le faux que nous publions aujourd'hui porte en effet la signature de Bernard Palayret... Or c'est ce même Bernard Palayret

Deux vraies fausses licences pour le prix d'une ! Le duplicata signé par Bernard Palayret, un haut fonctionnaire de l'aviation civile, aurait dû en effet être détruit...

Ministre de l'Aviation



NOM (N) : ASSELINE
 Prénoms (P) : Michel
 Date de naissance (D) : 05-05-1944
 Lieu de naissance (L) : Paris 15e
 Nationalité (N) : Française
 Domicile (D) : [redacted]

Daté à Paris le (X) 25-06-69
 Signature du titulaire
 Pour le Maître
 et par délégation
 Directeur Général de l'Aviation Civile
 B. PALAYRET

Ministre de l'Aviation



NOM (N) : ASSELINE
 Prénoms (P) : Michel
 Date de naissance (D) : 05-05-1944
 Lieu de naissance (L) : Paris 15e
 Nationalité (N) : Française
 Domicile (D) : [redacted]

Daté à Paris le (X) 25 Juin 1988
 Signature du titulaire
 Pour le Maître
 et par délégation
 Directeur Général adjoint
 Jean-Yves [redacted]

qui, le 29 septembre 1988, avait signifié sa mise à pied à Michel Asseline. Que le nom de la même personne apparaisse à la fois sur la lettre de sanction et sur la vraie fausse licence était vraiment trop gros...

D'où la nécessité d'un

second faux, c'est ce qu'explique Michel Asseline : « Trouvant sans doute la signature du haut fonctionnaire [Palayret, NDLR] trop voyante, car cette même signature était déjà apposée au bas du document me communiquant la décision du ministre de suspendre mes licences professionnelles, un fonctionnaire, que j'appellerai M. X, me demandait par téléphone de détruire la première vraie fausse licence et m'en remettait une nouvelle, toujours duplicata daté du 25 mai 1988, mais avec une autre signature et une autre photographie. »

Sur ordre de qui ? « Il est invraisemblable que M. X ait risqué la cour d'assises pour complicité d'établissement de faux en écriture publique. Il était certainement couvert à l'échelon supérieur et pour moi cette "faveur" sentait très mauvais. Je décidais

donc de ne pas détruire la première et me retrouvais en possession de deux vraies fausses licences, dont je ne me suis jamais servi, ne désirant pas être accusé de faux en écritures publiques, ce qui était peut-être d'ailleurs le but final des personnalités ayant couvert M. X ! »

Et, depuis huit ans, Michel Asseline attend qu'on lui restitue sa vraie licence. Le nouveau ministre des Transports de Bernard Pons, à qui il a demandé à bénéficier de l'amnistie présidentielle, lui a répondu qu'il n'en était pas question tant que l'affaire du crash de Habsheim n'aurait pas été jugée par la justice. Ce qui, bien que l'accident remonte au 26 juin 1988, ne semble pas être pour demain... Il y a des affaires que l'Etat a intérêt à étouffer.

O.F.